La mobilisation francophone contre la marchandisation de l'éducation : Point d'étape 1

Cher.e.s militant.e.s de la Ficeméa,

Notre mobilisation contre la marchandisation de l'éducation a officiellement démarré en 2014 à travers la tenue sur cette problématique, de nos forums régionaux (Bénin, Madagascar, Italie) et du Séminaire international à Namur (Belgique). Ces moments de réflexion et de partage nous ont permis de produire des actes et un manifeste sur la marchandisation de l'éducation. Le travail s'est poursuivi en 2015 en Côte d'Ivoire et à Maurice. Nous devons nous impliquer davantage pour renforcer nos empreintes dans cette action qui va désormais au-delà de la Ficeméa et s'étend à l'échelle de la Francophonie. En effet, face au phénomène grandissant de la marchandisation de l'éducation, un groupe d'ONG, syndicats et chercheur.e.s s'est mobilisé au sein d'un réseau et a initié une campagne internationale de plaidoyer dans la perspective du Sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de la Francophonie en Novembre 2016 à Madagascar. Quelques dates sont à ce niveau, importantes à rappeler et à retenir :

15 Mars 2016 : Rencontre à Paris au siège de l'OIF d'acteurs du secteur éducatif

Cet événement a marqué le point de départ officiel de la mobilisation francophone contre la marchandisation de l'éducation. Après la conférence du 15 Mars 2016, il s'est agi essentiellement :

- De la rédaction et de la diffusion du rapport de conférence;
- Du partage du projet de Déclaration au sein de réseaux d'organisations ;

- De suggestions et de modifications de l'Appel.

06 Juin 2016 : Lancement de l'appel à signatures de la Déclaration francophone contre la marchandisation de l'éducation

Depuis le 06 Juin 2016, les organisations nationales de la société civile ont la possibilité de signer l'Appel de la société civile francophone contre la marchandisation de l'éducation et des systèmes éducatifs dans le monde. Il est également suggéré aux organisations signataires d'envoyer leur logo à l'adresse : **nevendezpasleducation@gmail.com** et d'utiliser sur les médias sociaux le hashtag **#Nevendezpasleducation** afin de communiquer davantage sur cette initiative.

Signature de la Déclaration : Ou en sommes-nous ?

Au moment de la rédaction de cette note, 235 organisations nationales de la société civile ont déjà signé la Déclaration. Nous comptons : **136** organisations en **Afrique** dont **31** en **Afrique du Nord** ; **65** en **Europe** et **22** dans les autres régions (**Canada, Haïti, Vanuatu, Madagascar, île Maurice, et Liban**).

Quel est le bilan de la signature dans les pays couverts par la Ficeméa ?

Nous constatons avec fierté que le processus de signature est actif dans la majorité des pays couverts par la Ficeméa. C'est aussi un signe que nous ne serons pas seuls dans cette lutte au niveau local.

Régions	Pays couverts par la Ficeméa	Nombre d'organisations signataires
Amérique du Sud et Caraïbes	Haïti	12
	Pérou	–
	Uruguay	–

Afrique	Algérie	3
	Bénin	5
	Burkina-Faso	5
	Cameroun	6
	Congo (République Démocratique)	40
	Côte d’Ivoire	9
	Gabon	2
	Mali	6
	Niger	5
	Sénégal	9
	Togo	3
	Tunisie	14
Europe	Allemagne	2
	Autriche	–
	Belgique	29
	Espagne	1
	France	26
	Grèce	–
	Hongrie	–
	Italie	1
	Pologne	–
	Portugal	–
	Roumanie	2
	Russie	–
	Suisse	3
Océan Indien	Madagascar	4
	Maurice	1
	Seychelles	–

Proche Orient	Liban	1
	Palestine	–

Au regard de ces chiffres, **nous pouvons déjà être fiers de notre mobilisation**. Mais le chemin est encore long… redoublons d'efforts et diffusons largement l'appel au sein de nos réseaux. Il restera ouvert jusqu'au Sommet de la Francophonie afin de recueillir le maximum de signatures et de permettre à d'autres acteurs à travers l'espace francophone de rejoindre le mouvement. Après l'étape de la signature, d'autres rendez-vous importants de la campagne de mobilisation sont d'ores et déjà pris.

La mobilisation à l'horizon de Septembre 2016…

Parallèlement à la signature en cours, d'autres actions et activités sont prévues entre le mois de Juillet et le mois de Septembre 2016. Il s'agit principalement :

1. De porter le plaidoyer contre la marchandisation de l'éducation au Forum Social Mondial qui se tiendra du 09 au 14 Août 2016 à Montréal (Canada);
2. De rencontrer, **en amont, les représentants des Etats** auprès de l'OIF et cibler plus particulièrement les 6 États ayant signés la convention : "Entente de coopération pour le renforcement du rôle de l'État comme régulateur des services éducatifs le 10 juillet 2014″
3. **De Lancer la déclaration en septembre** : Dans le cadre de ce lancement, sont planifiés :

   - Une réunion avec les représentants des États à l'OIF ;
   - Une remise officielle de l'Appel à Mme Michaelle Jean, Secrétaire Générale de l'OIF avec la presse.

   - **Un accompagnement afin d'impulser une dynamique de la société civile au niveau national**. La force de notre réseau est de pouvoir, à la fois, porter les revendications et les réalités de terrain des membres dans les organisations internationales mais ce travail

n’a de sens que par une mobilisation au niveau national. Cette articulation entre les niveaux est une force insoupçonnée et nous devons nous en saisir pour transformer le monde. Ce soutien prendra principalement la forme d’une feuille de route « plaidoyer ». Une mallette pédagogique sera mise à la disposition de tous les acteurs intervenant dans la campagne. Vous trouverez dans ce lien des outils pour le plaidoyer : *informations précises sur le réseau francophone, un communiqué de presse, une lettre pour les ministères*…

A l’initiative des Ceméa Belges, nous vous proposons de commencer cette mobilisation par nous envoyer des photos de situations, expériences qui traduisent concrètement la marchandisation de l’éducation

- Un temps d’arrêt sur la question de **l’accompagnement au niveau national…**

En tant que membres de la Ficeméa, nous avons engagé des actions depuis 2014 sur la marchandisation de l’éducation, soyons actifs, présents et visibles dans le cadre de cette mobilisation francophone. La réussite de ce projet dépend de chacun.e, de **TOUS** dans la mesure où la campagne ne se limitera pas à l’échelle internationale, elle se déploiera aussi dans les sphères nationales pour un meilleur impact.

Pour une action en synergie….De l’International au local

Le réseau est prêt à accompagner localement chaque association. Nous envisageons dans la mesure du possible de :

- mettre en contact les associations signataires par pays ;
- soutenir les associations dans l’organisation d’un évènement dans leurs pays. il s’agira entre autres d’interpeller les gouvernements, d’organiser une réunion avec des acteurs de la société civile, d’organiser une conférence de presse etc.

Et Après Septembre 2016?

Après les rendez-vous de Septembre et avant le sommet de la Francophonie, un autre point d'étape sera réalisé pour une meilleure visibilité du processus de mobilisation et de son évolution. Nous devons évoluer **ENSEMBLE** !!!

Appel de la société civile francophone contre la marchandisation de l'éducation

"La trace d'un rêve n'est pas moins réelle que celle d'un pas". En politique, le rêve sans le pas se dissipe dans le ciel brumeux des idées, mais le pas sans le rêve piétine. Le

pas et le rêve dessinent un chemin : un projet politique[1].

Chers collègues, chers amis,

Après une période intense de mobilisation, d'écriture et de réflexion impliquant de nombreux partenaires, nous avons le plaisir de vous transmettre pour signature et diffusion

l' « ***Appel de la société civile francophone contre la marchandisation de l'éducation*** »

Aujourd'hui, à travers ce plaidoyer, nous voulons assurer une mobilisation collective contre un phénomène grandissant qui impacte tous les secteurs de l'éducation, formelle et non formelle. Cet appel a pour vocation d'alerter les acteurs de la société civile et politique, de les sensibiliser aux dangers inhérents au processus de marchandisation de l'éducation, qui crée de l'injustice sociale et met en péril l'avenir de nos sociétés.

Nous vous invitons à signer cet appel et à le diffuser dans tous vos réseaux **jusqu'en novembre 2016.**
Pour signer, veuillez cliquer sur ce lien :
http://goo.gl/forms/ESJwKYbWqpaBaIQG2

En effet, nous devons récolter le maximum de soutiens des organisations de la société civile au niveau national et international afin de peser politiquement dans le débat crucial que nous voulons instaurer au plan international. Avec vous, nous nous mobiliserons en particulier pour que cet appel trouve un écho lors du prochain Sommet de la Francophonie qui aura lieu à Antananarivo en novembre 2016, et soit entendu des Etats qui y participeront.

Restons en contact sur les prochaines échéances liées à la présentation officielle de l'Appel aux acteurs politiques et les prochaines initiatives envisagées.
Nous sommes à votre disposition pour tous commentaires, idées et propositions de mobilisation.

Le réseau francophone contre la marchandisation de l'éducation vous remercie de vos contributions et de votre implication.

N'hésitez pas à tweeter : #NeVendezPaslEducation

Coalition Education

CSFEF

Ficeméa

GI-ESCR

Right to Education Project

Solidarité Laïque

—

[1] Georges Duby cit. et Pierre Imbert, « Contester sans modération », Le Monde Diplomatique, mai 2016, p.3

Appel à Signature : Faites-le savoir à Pearson : chaque enfant a droit à une éducation gratuite publique de grande qualité !

Un groupe, constitué des fonds de pension internationaux parmi les plus grands, des syndicats et des actionnaires impliqués, les « 100 de Pearson », se sont réunis pour DEMANDER À PEARSON de mettre fin à son engagement désastreux dans des tests à risque comme à la privatisation et la ségrégation scolaire, dans les pays en développement.

Dans une tentative mal avisée d'imposer sa stratégie « tester et sanctionner », Pearson a cherché à restreindre contractuellement le droit à la parole des enseignants et a surveillé les commentaires sur les tests des enfants dans leurs média sociaux. En Afrique et en Asie, Pearson a drainé des millions dans les écoles privées pour créer de nouveaux marchés pour ses produits. Les parents et les élèves ont assez, ils veulent se désengager des tests Pearson et faire savoir aux gouvernements que Pearson n'est pas le bienvenu.

En tant que plus grand conglomérat éducatif du monde, il a doublement chuté avec ses stratégies désastreuses, les « 100 de Pearson » ont déposé une résolution comme actionnaires qui sera débattue au cours de l'assemblée générale annuelle de Pearson le 29 avril à Londres.

Signez notre pétition pour apporter votre voix au mouvement et arrêter les stratégies commerciales néfastes de Pearson, et

affirmer le droit de chaque enfant à une éducation gratuite publique de grande qualité .

http://www.tellpearson.org/